

Climat : une année 2026 qui s'annonce extrême

Des scientifiques s'alarment de voir la lutte contre le réchauffement « reléguée au second plan »

Jour après jour, catastrophe après catastrophe, un constat dramatique se dessine avec toujours plus de précision : 2026 pourrait entrer dans l'histoire climatique comme l'une des années les plus extrêmes jamais observées. Les premiers mois ont déjà vu s'accumuler records de chaleur océanique, canicules précoces, incendies géants et pluies diluviennes. Mardi 12 mai, plusieurs scientifiques et agences internationales lancent un nouvel avertissement, alors que le retour annoncé du phénomène naturel El Niño va aggraver une crise climatique déjà en accélération.

Ces chercheurs se disent « très préoccupés » par une lutte contre le réchauffement « reléguée au second plan ». Plusieurs gouvernements et entreprises ont revu à la baisse leur ambition climatique, tandis que le président américain, Donald Trump, multiplie les attaques contre la transition écologique. « Nous subissons des impacts déjà dévastateurs, alors que nous n'avons pas encore tout à fait atteint le seuil d'alerte de 1,5 °C de réchauffement [la limite la plus ambitieuse de l'accord de Paris], rappelle Friederike Otto, climatologue à l'Imperial College de Londres, qui se joint à cet appel à l'action. Il faut agir, car la situation va empirer et les populations les plus vulnérables seront les plus touchées. »

« Perturbation du cycle de l'eau »

Partout sur le globe, les indicateurs virent toujours plus au rouge. Les températures de surface des océans atteignent des niveaux proches des records absolus, tandis que la banquise arctique a connu l'un de ses pires hivers. Les canicules se multiplient dans les deux hémisphères. En Inde, les températures ont atteint 46 °C dès le printemps ; en Australie, elles ont dépassé les 40 °C. Aux États-Unis, une vague de chaleur exceptionnelle a frappé une large partie du territoire en mars, dans des proportions que les scientifiques estiment impossibles sans l'influence du changement climatique. Le Groenland a connu son mois de janvier le plus chaud jamais mesuré.

La France connaît aussi des anomalies. Des records de chaleur ont été battus dès février, avec des températures évoquant une fin de printemps, juste après un hiver marqué par une succession de tempêtes, de crues et de précipitations majeures. Avril s'est ensuite avéré exceptionnellement chaud et sec. « Nous vivons désormais de manière très concrète la perturbation du cycle de l'eau, entre sécheresses et fortes précipitations, exacerbée par le réchauffement », observe le climatologue Christophe Cassou, directeur de recherche au CNRS.

L'année 2026 marque également une aggravation spectaculaire des feux de forêt. Entre janvier et avril, plus de 150 millions d'hectares ont brûlé dans le monde, soit 50 % de plus que la moyenne récente pour cette pé-

Le retour du phénomène El Niño dans le Pacifique équatorial devrait accentuer les dérèglements

riode, explique Theodore Keeping, chercheur à l'Imperial College de Londres. L'Afrique paye le plus lourd tribut, avec des records en Gambie, au Sénégal ou en Mauritanie. L'Asie (Japon, Chine, Inde, Birmanie, etc.), les États-Unis, le Canada et l'Australie, ainsi que l'Amérique du Sud (Chili, Argentine) connaissent aussi de graves incendies.

Dans ce contexte déjà alarmant, le retour d'El Niño devrait encore accentuer ces dérèglements. Ce réchauffement du Pacifique équatorial, qui survient tous les trois à sept ans, tire en effet vers le haut la température moyenne mondiale et favorise les événements extrêmes – sécheresses et incendies en Australie ou Indonésie, pluies diluviennes et inondations dans certaines régions d'Amérique du Sud et dans la Corne de l'Afrique.

Les prévisions jugent toutes très probable le retour de l'« enfant terrible du Pacifique » dès cet été. L'agence européenne Copernicus le considère même comme certain à partir de juin. Une majorité de modèles anticipent désormais un El Niño fort, voire très fort. Il devrait culminer entre décembre et janvier, avant un reflux probable au printemps 2027.

Combiné au réchauffement dû aux émissions humaines de gaz à effet de serre, il forme un cocktail redoutable. Le précédent épisode avait contribué à faire de 2024 l'année la plus chaude jamais enregistrée et la première à franchir ponctuellement le seuil de 1,5 °C. De nombreux scientifiques anticipent désormais que l'année 2027 détrône celle de 2024 et dépasse de nouveau cette limite de réchauffement. L'année 2026, quant à elle, pourrait s'établir comme la deuxième la plus chaude jamais enregistrée.

Pour les climatologues, toutefois, El Niño ne doit pas masquer l'essentiel. « Même s'il pourrait entraîner des conditions extrêmes, voire sans précédent, plus tard dans l'année, ce n'est pas une raison pour paniquer. El Niño est un phénomène naturel, qui va et

vient, rappelle Friederike Otto. Le changement climatique, en revanche, ne fait qu'empirer tant que nous continuons à brûler des combustibles fossiles. C'est lui qui justifie de paniquer. » Les émissions liées à la combustion d'énergies fossiles (charbon, pétrole et gaz) et à la déforestation continuent, en effet, d'augmenter à l'échelle mondiale, plaçant la planète sur une trajectoire proche de 3 °C à la fin du siècle.

La climatologue allemande dirige le World Weather Attribution. Depuis sa création, en 2014, ce consortium a étudié 124 canicules, sécheresses, inondations ou incendies. « Dans la grande majorité des cas, l'influence du changement climatique d'origine humaine apparaît bien plus déterminante que les cycles El Niño/La Niña », poursuit Friederike Otto.

Sociétés et économies affectées

Ces catastrophes affectent durablement les sociétés et les économies. Elles aggravent les pertes de production agricole, l'insécurité alimentaire, les déplacements de populations, la mortalité et les maladies. Elles ont engendré 224 milliards de dollars (190 milliards d'euros) de pertes économiques en 2025 dans le monde, selon le réassureur Munich Re.

Comment, dès lors, éviter le pire ? « Les solutions sont claires : passer plus rapidement à une énergie propre et moderniser les réseaux électriques. Chaque dollar investi dans l'adaptation au changement climatique rapporte plus de 10 dollars », répond Simon Stiell, le secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques.

« L'action climatique n'est pas un coût mais un investissement », complète sa prédécesseuse Patricia Espinosa. Elle appelle les pays à accroître et à respecter leurs engagements climatiques, à augmenter les financements et à sortir des énergies fossiles. Si la guerre au Moyen-Orient a rappelé la vulnérabilité des économies aux hydrocarbures, la communauté internationale ne parvient toujours pas à franchir ce cap. ■

AUDREY GARRIC



Des brumisateurs en action lors d'un épisode caniculaire dans les rues de Varanasi (Inde), le 27 avril. NIHARIKA KULKARNI/AFP

De nombreuses inconnues entourent la propagation du hantavirus

Les passagers du « Hondius » ont été évacués vers leur pays d'origine. Une phase critique, sans protocoles de suivi harmonisés

Après des semaines en vase clos, les passagers restant à bord du *Hondius* ont tous fini par être évacués vers leur pays d'origine, lundi 11 mai, ouvrant un nouveau chapitre dans la gestion de ce foyer d'infections à hantavirus inédit. Trois personnes sont mortes, sept patients sont classés en cas confirmés et un autre en cas probable. Mais à quel point cet éparpillement de cas suspects à travers le monde représente-t-il un risque d'expansion de la maladie ? Dans le sillage de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les experts

soulignent que le risque est faible à l'échelle mondiale, mais invitent à la prudence pour casser toute chaîne de transmission.

Si 27 membres de l'équipage doivent encore rester à bord pour rejoindre les Pays-Bas par la mer, 121 personnes de 19 nationalités différentes ont été évacuées par bateau puis par avion en moins de quarante-huit heures, dimanche et lundi. Une opération de sauvetage « sans précédent », selon les autorités espagnoles, qui ont eu la responsabilité de coordonner cette intervention sous les projecteurs du monde entier.

« La dissémination des passagers dans le monde augmente le risque de propagation du virus car chaque pays peut devenir un nouveau foyer de contamination, mais cela permet également de mieux répartir les capacités de prise en charge, aussi bien au niveau de la charge à l'hôpital que des efforts de contact tracing », souligne Anne Goffard, virologue au CHU de Lille.

De nombreuses inconnues continuent pourtant d'entourer cet hantavirus de l'espèce Andes, seul de cette famille capable de se transmettre entre humains. Si ce virus a été découvert en 1996, ses clusters sont tellement rares qu'ils n'ont fait l'objet que de très peu d'études, essentiellement au Chili et en Argentine, où il circule. Autant de données pourtant déterminantes pour évaluer son potentiel épidémique.

En premier lieu, la voie de transmission exacte du virus reste incertaine. Les preuves scientifiques dont on dispose aujourd'hui sont essentiellement issues d'une étude portant sur un cluster ayant fait 34 malades, dont 11 morts, à Epuyen, un petit village de la Patagonie argentine.

Les convives proches d'une personne présentant de la fièvre à l'occasion d'un repas d'anniversaire, des visites à domicile ou une veillée funèbre.

Ces éléments pointent vers une transmission respiratoire, sans que l'on sache déterminer avec certitude quelle taille de gouttelette a un potentiel infectieux. « On a encore du mal à comprendre s'il s'agit d'une transmission respiratoire via des aérosols ou plutôt par des gouttes de salive », précise Anne Goffard. La transmission par aérosols est liée à la quantité de virus présente dans la bouche et le nez, mais on ne sait pas précisément quelle est la charge virale dans la sphère ORL des malades. » In fine, l'OMS met en garde contre tout « contact étroit et prolongé ».

« Létalité importante »

De plus, on ne sait pas précisément si les malades sont infectieux pendant le temps d'incubation de la maladie. Tout ce que l'on sait, c'est que le risque de transmission est très fort aux premiers jours des symptômes et que le temps d'incubation peut

compter du 10 mai pour les cas contacts, à domicile ou dans un institut spécialisé, et la surveillance de l'apparition de tout symptôme précoce (maux de tête, vertiges, frissons, fièvre, courbatures et douleurs, troubles gastro-intestinaux tels que nausées, vomissements, diarrhée et douleurs abdominales).

« Ce virus a une létalité importante et une transmission décrite au début des symptômes, donc il a plutôt un profil de virus qu'on peut contrôler avec un isolement des malades et un traçage des cas contacts », souligne de son côté Simon Cauchemez, chercheur en épidémiologie à l'Institut Pasteur de Paris. Enfin, on ignore précisément à quel point ce virus à ARN, qui est donc soumis à plus de mutations que d'autres types de virus, présente des particularités le rendant plus dangereux que les variants circulant actuellement en Argentine.

Les données existantes sont plutôt rassurantes. Les bulletins épidémiologiques argentins rendent compte de 50 à 100 cas par an liés au virus Andes, sans qu'une épidé-

indication sur la faible transmissibilité de ce virus », souligne l'épidémiologiste Renaud Piarroux, chef de service à l'hôpital de la Salpêtrière. Une analyse partagée par Simon Cauchemez : « Si ce virus a eu beaucoup d'opportunités de se transmettre sans pour autant causer de cluster énorme, c'est un signe assez encourageant », analyse le chercheur.

Reste désormais à savoir si tous les pays vont appliquer des protocoles aussi stricts pour maîtriser la propagation du virus. En France, le gouvernement a décidé, lundi soir, de durcir les règles d'isolement : « tous les cas contacts, sans exception », doivent respecter « une quarantaine renforcée en milieu hospitalier », que ce soient les cinq personnes ayant séjourné à bord du *Hondius* ou les 22 voyageurs ayant partagé le vol d'une personne malade il y a quinze jours.

Les autorités américaines ont quant à elles semé la confusion en suggérant que les passagers les moins exposés pourraient être autorisés à rentrer chez eux. « Cela peut présenter des risques », mais

Collection « Que sais-je ? » - Nouvelle édition ! 10 €

Jacques VERNIER

LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

« On en ressort avec des idées très claires » (Les Echos)